



**Déclaration liminaire
FSU / CGT Educ'action
CTA du 15 mars 2021
Académie de Poitiers**

Madame la Rectrice,
Mesdames et Messieurs les membres de ce CTA

Permettez nous tout d'abord de déplorer une fois de plus les conditions qui nous réunissent aujourd'hui. Qu'il s'agisse du peu de temps qui nous sera ici accordé quand l'ordre du jour est particulièrement chargé, qu'il s'agisse des modalités en distanciel de nos échanges, tout tend inéluctablement à affadir, si ce n'est réduire, le dialogue social. D'ailleurs, nous ne parvenons toujours pas à comprendre une mesure qui interdit la réunion de plus de 6 adultes quand l'enseignement se poursuit devant des classes à plus de 35. On touche ici à l'absurde et l'absurde est maltraitant à qui veut mener ses missions avec sens et engagement.

Vous convoquez Madame la Rectrice de nombreux groupes de travail comme ceux auxquels nous avons participé concernant la feuille de route de la politique RH dans notre académie. Mais outre que les sujets sur lesquels nous sommes appelés à discuter sont à mille lieux de la réalité de nos établissements, outre que le cadre de ces discussions est lié au sabotage des instances paritaires, vous poursuivez, Madame la Rectrice, la même politique d'austérité, politique aveugle et sourde aux besoins criants du terrain, aux besoins de nos élèves, emboitant le pas d'une politique ministérielle que nous condamnons fermement. Nos organisations FSU et CGT Educ'Action, demandent au gouvernement les moyens humains nécessaires pour affronter la situation épidémique jusqu'à cette fin d'année scolaire, des moyens budgétaires conséquents pour en dépasser les conséquences durant l'année scolaire prochaine.

Le budget 2021 en effet n'est pas à la hauteur des défis renforcés par ce contexte. En effet, les collèges, les lycées généraux et professionnels subissent des suppressions de postes d'enseignants et la pression des heures supplémentaires devient intenable. Pour les écoles, les décisions prises en ce moment dans les départements montrent que les moyens attribués ne permettent pas de répondre efficacement aux besoins et entraînent des fermetures incompressibles de classes et la disparition des PDMQDC. Ces décisions dégradent le système éducatif et entament sa capacité à apporter des réponses à la hauteur des besoins de nos élèves.

Observons plus précisément encore quelques-uns des sujets qui nous réunissent : en matière d'emplois non enseignants, vous proposez de gérer la pénurie, pas davantage, quand vous redéployez postes de personnels de laboratoire, postes d'infirmier.e.s, postes d'AED. Et pourtant, dans cette crise les AED manquent pour assurer le quotidien de tous les établissements. Bien sûr nous ne saurions nous satisfaire d'une situation de profondes inégalités territoriales. Mais nous ne saurions accompagner une politique dont la seule ambition consiste à « habiller Pierre en déshabillant Paul ». Vous proposez des réorganisations, comme celle qui cette année encore revient sur les emplois de documentalistes des LP et LGT de Marguerite de Valois. Or ces réorganisations fleurent bon la fusion et son lot de suppressions à venir. S'agissant des personnels administratifs et

techniques, vous proposez même Madame la Rectrice plus de suppressions que la demande ministérielle. Comme la crise l'a de nouveau montré, notre système est « sous administré » et nous avons au contraire besoin de créations de postes. La crise a également montré que les moyens doivent être renforcés pour les personnels de santé, sociaux, de vie scolaire, Psy-EN, RASED, AESH afin de répondre aux besoins d'accompagnement global des élèves dans la crise et après. Nos organisations espèrent enfin être entendues et demandent qu'un rectificatif budgétaire vienne donner les moyens de préparer une année scolaire à la hauteur de ce que seront les besoins des élèves.

En ce qui concerne les emplois enseignants, la saignée se poursuit. Le budget que vous déployez ici Madame la Rectrice, organise la suppression de nombreux postes, orchestre encore des mesures de cartes scolaires, entame la formation des élèves, porte un ultime coup à la voie technologique si on en juge au nombre d'options technologiques qui sont supprimées dans les établissements pour faire face à l'indigence des enveloppes de moyens octroyées, si on en juge à la purge que connaissent les lycées à dominante technologique. La part des HSA dans les budgets multiplie dramatiquement les compléments de service et ne manquera pas d'épuiser définitivement les équipes, à l'heure où vous parlez de bien-être au travail. Les entrants dans l'académie subiront un fort désenchantement devant le peu de postes offerts au mouvement intra académique. La situation des TZR et de nos contractuels s'aggravera encore quand ils subiront, au moment de leur affectation, la concurrence des berceaux de contractuels alternants qui, eux-mêmes à peine franchi le pas de notre institution, seront malmenés, au vu des conditions de formation que vous leur prévoyez. Cercle infernal d'absurdité encore... Et comme si cela ne suffisait pas, vous faites le choix de multiplier encore les postes spécifiques ! Des pans disciplinaires entiers sont sinistrés par la réforme du lycée : on pense ici aux sciences physiques, aux SII, aux mathématiques. Et pourtant quand un poste apparaît, vous faites le choix de le « profiler ». Pensez-vous que par là une émulation, un enthousiasme naîtra chez les collègues de mathématiques par exemple ? Ils verront ce poste comme un ultime affront plutôt. *A contrario* les besoins en économie gestion sont tels que l'on peut être sûr de ne pas trouver candidat pour assurer ces heures d'enseignements. Absurde encore...

Vous n'avez donc pas su vous, nous donner, Madame la Rectrice, les moyens des fins qui sont les vôtres. Ces finalités, nous ne les partageons pas plus que les choix budgétaires que vous faites ici. Qu'il s'agisse de la réforme de la formation initiale et des concours, de la réforme du lycée, du baccalauréat, de la voie professionnelle, de la politique d'inclusion, tous y perdent, élèves comme agents de l'Education nationale, si mal récompensés de leur engagement. De revalorisation, on ne parle plus, et pour l'équipement numérique des personnels-et encore pas de tous- équipement si urgent au vu du travail en distanciel auquel nous sommes encore tenus, ce ne sont que quelques dizaines d'euros soumis à l'impôt qui viennent de nous être versés. Pendant ce temps, le ministre Blanquer, en véritable Harpagon, reverse des milliers d'euros d'un budget qu'il n'a pas daigné distribuer. La réforme du lycée aujourd'hui déployée sur l'ensemble du cycle a encore aggravé les inégalités genrées et sociales sans permettre la liberté des parcours qu'elle promettait. Il suffit d'observer l'agonie des options facultatives, des LVC par exemple. Une nouvelle spécialité en rapport avec les activités sportives s'ouvre ; vous faites le choix de n'en implanter que 2 pour tout le territoire de l'académie. Comment d'ailleurs les équipes pourraient majoritairement se porter volontaires ici quand l'ouverture se fait à moyens constants, quand les textes qui encadrent cette nouvelle spécialité ont tant tardé à paraître ? Cette impréparation est partout la même et ce n'est pas la petite heure prévue à l'agenda de la commission de suivi de la réforme du lycée prochainement qui permettra de lever les multiples interrogations qui se posent autour du bac par exemple.

Voici un an déjà que les personnels exercent avec courage et engagement leurs missions, dans un contexte particulièrement difficile. Ils ont en plus à supporter les contradictions incessantes du Ministre, son mépris, son entêtement idéologique, sa surdité. Cela n'a que trop duré. Dans quelques mois seulement, il nous faudra reprendre une année de formation auprès d'élèves profondément affectés psychologiquement, scolairement, par ces longs mois de pandémie et les réorganisations pédagogiques qu'il a fallu penser. A la même époque l'an dernier, nous avions alerté sur l'urgence à

investir davantage pour l'avenir de nos élèves. Nos appels sont restés lettre morte. En septembre, la situation aura empiré et nous serons moins encore, plus fragilisés encore pour y faire face. Le défi sera impossible à relever, sauf à entendre enfin et urgemment les propositions qui sont les nôtres.